

REPERES

- **21 août** : l'opposition accuse Damas d'avoir utilisé des gaz toxiques causant la mort de 1300 personnes le jour même contre les rebelles dans la banlieue de Damas, à Moadamiyat al-Cham et dans la Ghouta orientale. Damas dément catégoriquement.
- **22 août** : la communauté internationale réclame une vérification d'experts de l'ONU arrivés le 18 août en Syrie.
- **23-25 août** : l'utilisation d'armes chimiques serait un « crime contre l'humanité » (ONU). Londres et Paris accusent Damas, Washington déploie des moyens militaires. Moscou et Téhéran incriminent les rebelles et mettent en garde contre toute intervention.
- **29 août** : le Parlement britannique vote contre une action militaire.
- **31 août** : Obama demande l'autorisation du Congrès avant d'utiliser la force.
- **6 septembre** : au G20, Russie et États-Unis affichent leurs désaccords. Onze pays, rejoints ensuite notamment par l'Allemagne, signent un appel pour une « réponse internationale forte » non spécifiée.
- **9 septembre** : Moscou propose à Damas de placer son arsenal chimique sous contrôle international pour éviter des frappes occidentales. Le Sénat américain reporte son vote.
- **12 septembre** : début des négociations Russie-USA à Genève.

PHOTO AFP

ARMES CHIMIQUES La perspective d'une intervention militaire s'éloigne encore

Russes et Américains d'accord sur la Syrie

Américains et Russes ont conclu à Genève un accord ambitieux sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien d'ici à la mi-2014, avec la possibilité de mesures contraignantes.

« **L'**objectif fixé en septembre par les chefs d'État russe et américain pour mettre sous contrôle les armes chimiques syriennes a été atteint », Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe, ne cachait pas sa satisfaction, hier, à Genève. La perspective de frappes militaires contre la

Syrie s'éloigne et la diplomatie russe, qui a permis d'engager les pourparlers de Genève, enregistre un succès d'ampleur.

Une semaine de délai à Assad

L'accord annoncé par Sergueï Lavrov et son homologue américain John Kerry fixe clairement des échéances : Damas a

une semaine pour présenter une liste de ses armes chimiques, et celles-ci doivent être enlevées et détruites d'ici à la fin du premier semestre 2014. En outre, le processus sera fixé dans une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU mentionnant le chapitre VII de la Charte qui ouvre la voie à de possibles sanctions, y compris au recours à la force en

cas de manquement du régime syrien à ses engagements. Il s'agit là d'une concession russe. Mais ce point reste toutefois encore entouré d'ambiguïtés.

45 sites

John Kerry a précisé que les inspecteurs chargés de vérifier le processus seraient sur le terrain « pas plus tard qu'en novembre », et que l'objectif était d'avoir enlevé les armes à la mi-2014.

Les États-Unis estiment à 45 le nombre de sites liés au programme d'armes chimiques en Syrie et sont d'accord avec la Russie pour évaluer le stock à 1000 tonnes.

Tout n'est cependant pas réglé. Tout en laissant entendre que la Russie pourrait dans

l'avenir soutenir un recours à la force en cas de non-respect de l'accord par la Syrie, Sergueï Lavrov a prévenu que Moscou vérifierait minutieusement tous les rapports accusant le gouvernement syrien. « Il y a tant de mensonges et de falsifications dans ce dossier aujourd'hui dans le monde qu'il faut être extrêmement prudent », a souligné Sergueï Lavrov.

Rapport de l'ONU demain

Paris, qui s'était dit déterminé à frapper le régime de Damas pour le « punir » de l'attaque chimique du 21 août, a immédiatement salué – comme Londres et Berlin – « une avancée importante », mais le Quai d'Orsay attend le rapport des inspecteurs de l'Onu ce

lundi pour arrêter sa position. Selon le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, ce rapport « va conclure de manière accablante » à l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. Barack Obama a accueilli l'accord russo-américain « comme un progrès » et « une étape importante ». Mais les rebelles syriens de l'Armée syrienne libre (ASL – rebelles) ont rejeté le texte. « Nous, l'Armée syrienne libre, ne sommes pas concernés par cet accord. Nous n'avons pas d'armes chimiques et moi et mes frères, nous allons continuer à nous battre jusqu'à la chute du régime », a déclaré le chef militaire de l'ASL, Sélim Idriss, principal interlocuteur rebelle des Occidentaux. La guerre civile continue. ■

QUESTIONS À

« C'est un coup de poker menteur »

Antoine Basbous

Directeur de l'Observatoire des pays arabes

Le projet d'accord sur l'élimination des armes chimiques marque-t-il un tournant décisif ?
C'est un coup de poker menteur de la Russie qui arrange les États-Unis, leur permettant de ne pas recourir à la force après avoir menacé de représailles le régime syrien. Moscou a offert une planche de salut à Washington. Le président américain, au lieu d'user de ses prérogatives de chef, a commencé par se tourner vers le Congrès, et au lieu de rappeler qu'on ne peut tolérer aucune impunité dans l'usage de l'arme chimique, est allé négocier. Cet accord apparaît à la fois comme un succès diplomatique pour Vladimir Poutine et la Russie sur la scène internationale, un soulagement pour Barack Obama élu pour se désengager des guerres, enfin un gain de temps pour Bachar al-Assad.

Le régime syrien va-t-il réellement faire toute la lumière sur son arsenal et consentir à son démantèlement ?
Avec Assad, la parole donnée n'en est pas une : il n'y a aucune garantie de bonne foi. Il peut continuer à dissimuler son arsenal hors du pays, auprès de l'Irak notamment, tout en gardant la maîtrise de cet arsenal. Ces derniers jours, Assad s'est lancé dans une manipulation diplomatique, médiatique, stratégique. Il a

donné des interviews et des visas à des journalistes pour montrer un visage qui n'est pas le sien.

Qu'attendre du rapport de l'ONU sur le massacre de Damas publié demain, et qui sera accablant selon le secrétaire général Ban Ki-moon ?

Ce rapport va donner des informations sur ce qui s'est passé le 21 août. On a déjà découvert avec la proposition russe de démantèlement que c'est bien le régime syrien qui est en cause. L'accord présenté ne demande pas à l'opposition de renoncer à l'arme chimique, c'est donc bien la preuve que celle-ci ne la possède pas. Le rapport de l'ONU va fournir des données précises, sur les matières, les vecteurs, les engins de lancement utilisés dans le massacre de Damas par le régime. Il va fournir des témoignages. Pour une fois, ce ne sera pas le discours diplomatique et stratégique d'une capitale, mais un discours d'experts.

RECUEILLI PAR NATHALIE CHIFFLET



ASSAD LIVRE-T-IL UNE PARTIE DE SES ARMES AU HEZBOLLAH ?

Selon le général Salam Idriss, chef de l'Armée syrienne libre (rebelles), l'unité 450 fidèle au président Assad aurait transféré ces derniers jours d'importantes quantités d'agents chimiques vers le Liban. S'agit-il d'une première livraison au Hezbollah libanais ? Cette organisation chiite passe pour le meilleur allié de Bachar el-Assad au Proche-Orient.

Des sources proches du gouvernement israélien confirment du bout des lèvres que l'unité 450 s'emploie à disséminer ces agents chimiques dans de nombreux sites du territoire syrien. Les militaires israéliens suivent à la loupe les mouvements de l'unité 450 grâce à leurs satellites d'observation. S'ils ont la conviction que des armes chimiques ont passé la frontière syro-libanaise, il faudrait s'attendre à de nouveaux raids des avions israéliens.

L'objectif est clair : empêcher par tous les moyens

le Hezbollah d'entrer en possession d'agents chimiques susceptibles d'équiper ses roquettes et missiles pointés sur Israël. Par ailleurs, quand Netanjahou parle de la Syrie, il donne la nette impression de s'adresser à l'Iran. Sur le plan géostratégique on assiste ces derniers temps à un rapprochement entre les sunnites du Moyen-Orient et l'État juif, qui sont sur la même longueur d'onde en vue de contrer les efforts d'hégémonie de l'Iran. L'Égypte, la Turquie, la Jordanie, surtout l'Arabie Saoudite, décryptent la situation comme un conflit ouvert entre les deux branches de l'Islam, entre sunnites et chiites. Et ces pays se cherchent un allié de poids dans la région. À tel point que des rumeurs (propagées par qui ?) veulent que les Saoudiens seraient prêts à permettre aux avions de combat israéliens d'entrer dans leur espace aérien pour aller bombarder les installations nucléaires iraniennes.

CORRESPONDANCE À JÉRUSALEM - SERGE RABINOVICI